

# Les téléconsultations au secours du désert médical?

Guillaume Hamonic Je viens parce que je n'ai pas le choix », explique calmement Séverine à la sortie d'une téléconsultation dans la pharmacie de Navarre, à Évreux. Sa fille, Cécile, a la varicelle. « Il y a aucun médecin de disponible dans le quartier. Et dans l'agglomération, le premier rendez-vous n'est pas avant dix jours », poursuit-elle en achetant directement des antihistaminiques et des antibiotiques au comptoir de la pharmacie. Comme elle, entre cinq et dix patients viennent chaque jour pour une téléconsultation sur la borne Medadom, installée dans la pharmacie. La promesse du dispositif : un médecin généraliste répond en moins de dix minutes via une caméra. Une opération prise en charge à 100% par la Sécurité sociale jusqu'au 31 juillet. De quoi séduire dans l'Eure, qui se situe tout en bas du classement des pires déserts médicaux de France métropolitaine.

## « Médecine du pauvre »

Depuis son installation fin 2021, un peu plus d'un millier de patients ont passé le porche de la pharmacie, à défaut d'avoir un rendez-vous chez un médecin. « Cette borne est là pour pallier le manque de médecin généraliste, nous n'en avons plus aucun dans le quartier », pose le pharmacien Guy Mailhan, avant de nuancer : « Je ne suis pas particulièrement pour mais la réalité, c'est que c'est devenu indispensable. Pour autant, il faut être honnête, ça reste de la médecine du pauvre. »

« Nos bornes de téléconsultations ne

peuvent pas tout résoudre et ne remplaceront jamais totalement les médecins », réagit Bruno Sablière, directeur du développement de Medadom, qui compte 40 bornes dans l'Eure. « La valeur ajoutée des dispositifs, c'est qu'ils permettent de répondre à une demande pour des soins non programmés. Avec les six dispositifs médicaux installés sur la borne (thermomètre, stéthoscope oxymètre, etc., NDLR), nous pouvons traiter 90% des cas. »

## Quel avenir pour la télémedecine?

Pour développer le recours à la téléconsultation, il mise sur plusieurs axes : « Nous aimerions que demain, nos bornes servent aussi à consulter des spécialistes.

Pourquoi pas de la télé-ophtalmologie? Pour l'instant, les médecins sont limités à 20% de leur activité en téléconsultations. À court-moyen terme, ce sont les collectivités locales qui auront un rôle à jouer, puisque le Département, avec lequel nous sommes en négociation, pourrait financer ou co-financer des bornes là où il y a les plus grandes tensions. »

Interrogé, le Département se montre plus prudent : « Il y a bien un sujet télémedecine, mais nous n'en sommes encore qu'au tout début.

Nous prenons seulement la température pour voir ce qui peut se faire. » En espérant que le patient eurois ne finisse pas par succomber de sa fièvre. ■